

Michel VOVELLE, *La Bataille du bicentenaire de la Révolution française*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Recherches, 2017, 260 pages

Alexandre de Saint-Denis



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/13087>

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 396-398

ISBN : 978-2-8143-0519-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Alexandre de Saint-Denis, « Michel VOVELLE, *La Bataille du bicentenaire de la Révolution française* », *Questions de communication* [En ligne], 33 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2018, consulté le 24 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/13087>

Tous droits réservés

revendication qui gagnerait à être davantage brandie tant cette association s'avère féconde plus de trente ans après la mort de l'archéologue du savoir :

C'est le lieu de se rappeler que Jean-François Bert dans son *Introduction à Michel Foucault* (Paris, Éd. La Découverte, 2011), faisait apparaître des liens profonds et non fortuits avec les sciences sociales. Michel Foucault semble un auteur très fortement cité et discuté en sciences sociales, particulièrement en sociologie. Cette dernière, observe Pascal Hintermeyer (dir., *Foucault post mortem en Europe*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2015), vient en seconde position, bien après la philosophie, dans le classement disciplinaire établi par le catalogue de l'Institut Mémoire d'édition contemporaine (Imec) sur l'ensemble des références sur Michel Foucault. Il note également qu'au-delà des réticences institutionnelles liées aux quatre grands courants qui structuraient la sociologie en France à travers leurs principaux auteurs (Raymond Boudon, Pierre Bourdieu, Alain Touraine, Michel Crozier) qui avaient tous besoin d'asseoir leur légitimité incontestée, l'audience sociologique de Michel Foucault va aujourd'hui *croître* ; ce que reconnaît aujourd'hui Alain Touraine à travers l'usage qu'il fait du concept de subjectivation dans son livre *Nous, sujets humains* (Paris, Éd. Le Seuil, 2015). De fait, nombre de chercheurs en sciences sociales trouvent aujourd'hui dans les concepts de gouvernementalité, de pastorale, de biopolitique, de discipline comme de dispositif, des outils d'analyse et de recherche à faire fonctionner sous d'autres registres ou régimes de pensée. Tel n'était-il pas le souhait de Michel Foucault de voir prendre son travail comme autant de boîtes à outils ?

Si donc le livre de d'Amault Skornicki s'inscrit dans cette dynamique, son grand mérite réside dans l'inscription construite et démontrée de Michel Foucault dans les sciences sociales, particulièrement la sociologie historique de l'État, et de l'approche généalogique dans la sociologie à qui elle aurait tendance subrepticement à donner une leçon de sociologie.

Jean Zougrana

Sage, université de Strasbourg, F-67000
zougrana@unistra.fr

Michel Vovelle, *La Bataille du bicentenaire de la Révolution française*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Recherches, 2017, 260 pages

Dans cet ouvrage, Michel Vovelle, professeur émérite à Paris I Panthéon-Sorbonne et ancien directeur de l'Institut d'histoire de la révolution française (IHRF)

s'adonne à une tâche particulièrement instructive pour les individus intéressés par la période mais aussi pour les étudiants et chercheurs en histoire et politique contemporaine. Par le biais autobiographique, l'historien revient sur la véritable aventure de l'organisation du « bicentenaire » de la Révolution française ainsi que sur les conflits politiques et universitaires qui y ont attiré entre 1981 et 1993.

Lors de la victoire aux présidentielles de François Mitterrand en 1981, Michel Vovelle est professeur d'histoire et vice-président de l'université d'Aix-Marseille I. En 1982, il va être invité par le cabinet du ministre de la Recherche Jean-Pierre Chevènement à conduire une mission exploratoire sur la participation de la recherche à la célébration du bicentenaire (mission Godelier) et, en 1983, chargé de coordonner l'organisation de sa commémoration scientifique. Fort du soutien d'Ernest Labrousse (« mon protecteur et ma caution majeure », p. 35) et profitant de sympathies au sein du gouvernement socialiste pour son travail d'« historien de conviction [...] aux idées larges et nouvelles » (p. 25), il va rapidement jouer un rôle prééminent dans le monde universitaire français en devenant en quelques années professeur à Paris I, vice-président de la Société des études robespierristes (puis président entre 1985 et 1994), directeur de la revue des *Annales historiques de la Révolution française*, président de la Commission internationale d'histoire de la Révolution française (1985-2000), président de la Société d'histoire moderne et contemporaine (1985-1989), président de la Commission internationale sur l'histoire de la révolution, président de la Commission Jaurès et surtout... secrétaire général du Comité exécutif de la Commission nationale de recherche historique pour le bicentenaire de la Révolution française. Ces multiples nominations firent de Michel Vovelle non seulement le chef de file de l'école historiographique marxiste, reprenant ainsi le flambeau d'Albert Soboul et d'Ernest Labrousse mais aussi la principale caution universitaire du gouvernement pour créer un discours rassembleur mais progressiste autour de la Révolution française. Elles firent aussi évidemment des jaloux.

Jusqu'à la première alternance (1986), Michel Vovelle travailla relativement harmonieusement avec les cadres des gouvernements Mauroy et Fabius. Pourtant, une opposition émerge tant à gauche à droite. À droite, il s'agit d'une fronde médiatique et universitaire avec en tête de pont *Le Figaro* ainsi que l'université Paris 4 et les Archives nationales sous la direction de Jean Favier. Celle-ci prendra de l'ampleur pendant la période de cohabitation (gouvernement Chirac, 3/1986-5/1988)

mais refluera après la victoire socialiste aux élections législatives de 1988 (gouvernement Rocard 1 et 2). Les composantes conservatrices, royalistes, catholiques, voire anti-républicaines ou anti-démocratiques de ce mouvement (Pierre Chaunu ou Louis Pauwels, les membres de l'Action française) firent qu'il resta plus ou moins cantonné à une fraction déjà assez peu représentative de la population française. C'est ce qu'attestent d'ailleurs les discussions avec les représentants de droite des missions Michel Baroin et Edgar Faure.

Plus sérieuse fut l'opposition de gauche. Elle se divisait alors en deux tendances : la première était la vieille école communiste regroupée autour d'Albert Soboul, qui était pour Michel Vovelle le symbole d'un jacobinisme sclérosé et d'une autocratie sur le déclin. Pour celle-ci, Michel Vovelle était un jeune opportuniste dont le marxisme hétérodoxe était un danger à la fois pour le parti et le champ d'étude de la révolution. Malgré les tensions, la rupture ne fut jamais totale et les contributions d'Albert Soboul furent reconnues par des postes honorifiques au sein de différents comités. Mais le défi majeur fut celui posé par le mouvement dit « révisionniste ». François Furet et ses collègues s'appliquaient depuis les années 1960 à réfuter toute causalité sociale aux événements de 1789 et à promouvoir les idées de contingence et de régression dans le processus révolutionnaire à travers le concept de « dérapage » populaire. Ils s'opposaient de fait au travail des historiens de la Sorbonne pour qui la « Grande Révolution » était le fruit d'un conflit de classe fait de contradictions sociales et économiques entre une bourgeoisie en pleine ascension capitaliste et une aristocratie ancrée dans ses privilèges féodaux. Ces idées avaient gagné plusieurs universités, notamment l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), et de nombreux médias, dont les revues *L'Histoire* ou *Le Débat*.

On le comprend dans l'ouvrage : ce sont les représentants de la « vieille école », comme Albert Soboul et Georges Lefebvre, qui étaient tout particulièrement visés, ainsi que leur « orthodoxie » d'inspiration marxiste, réelle ou supposée. La jeune génération de chercheurs marxistes va ainsi se retrouver prise en tenaille entre les deux camps malgré leurs propres efforts pour renouveler le champ en accordant une place considérable aux « mentalités » et au temps long. L'époque de la guerre froide est en réalité empreinte de fortes rivalités idéologiques dans le camp de la gauche ainsi que d'un vocabulaire trop souvent binaire. Dans le contexte particulier du stalinisme tardif puis de l'ère krouchtchevienne, des débats, pas toujours constructifs,

ont eu tendance à durcir artificiellement les positions des divers protagonistes. Ainsi, dès les années 1950, les travaux de Georges Lefebvre ont été critiqués par les écrits fondateurs du révisionniste britannique Alfred Cobban. Ils furent réévalués positivement tant dans le monde anglo-saxon que français, par des historiens de toute obédience politique. Notons aussi que le camp marxiste avait aussi compris depuis longtemps (avant la guerre) que certaines approximations terminologiques héritées du ^{xx}e siècle (bourgeoisie) ou de la Révolution (Montagnards, Girondins, aristocratie) nuisaient à l'étude et devaient être étudiées de plus près.

En France, c'est François Furet qui va devenir le chef de file de l'école révisionniste avec la publication de *La Révolution française* en 1965 (Paris, Fayard), en collaboration avec son beau-frère et futur collègue à l'EHESS Denis Richet. Dans les deux cas, Alfred Cobban et François Furet ne sont pas des historiens de la Révolution française mais plutôt des philosophes politiques. Comme Raymond Aron (au *Figaro*), François Furet se fit journaliste politique (au *Nouvel Observateur*), ce qui participa à la promotion des idées révisionnistes dans l'opinion, notamment dans la presse de gauche. L'attaque porte ainsi moins dans les détails que sur les grands principes de la philosophie marxiste : le déterminisme historique, la lutte des classes, la nécessité de la rupture révolutionnaire et certaines implications téléologiques – les « lois tendanciennes de l'histoire » (Albert Soboul) – qui imposaient les révolutions de 1789 et 1793 comme matrices des révolutions socialistes à venir. Comme Raymond Aron aussi, François Furet fut très proche du marxisme avant de « virer à droite » : d'une certaine manière, alors que certains comme Michel Vovelle ou Claude Mazauric tentèrent de renouveler le champ de l'intérieur, d'autres préférèrent s'opposer aux rigidités de la « vieille école » (François Furet).

Michel Vovelle fait le choix d'un exposé assez factuel de l'organisation des différentes étapes de projet ou, comme il le dit, de l'« histoire d'une commission, dans son fonctionnement quotidien, dans son cadre, le bunker, avec ses habitants... en somme, c'est la bataille d'un camp, à partir de son promoteur, avec toute la subjectivité et l'engagement partisan que cela représente » (p. 197). Cela lui permet de démentir, chiffres et archives à l'appui, les allégations de sectarisme, d'opportunisme ou d'enrichissement dont il fut accusé pendant les années 1980. Il règle ainsi ses comptes, plutôt élégamment, avec Albert Soboul et François Furet mais beaucoup plus crûment avec le chercheur américain Steve Kaplan, qui l'avait dénié dans un précédent ouvrage, et le disciple furetiste

Patrice Guennifey. C'est pourtant ce dernier qui supervisera finalement l'organisation du bicentenaire.

Au bout du compte, les conclusions de l'ouvrage sont ambiguës. D'un côté, l'auteur souligne le succès de sa mission scientifique du bicentenaire, la provincialisation et l'internationalisation des recherches révolutionnaires, la promotion de plusieurs générations de chercheurs et l'impasse du révisionnisme à affronter les événements récents (les printemps arabes par exemple). Au contraire, il regrette la disparition de l'école (néo) jacobine, la victoire dans l'opinion et les médias du furetisme ainsi que le démantèlement progressif des organismes dans lesquels il a tant œuvré. En effet, à la suite de plusieurs commissions et comités académiques, c'est le sort de l'HRF lui-même qui est en suspens.

Plusieurs ouvrages intéressants abordent l'historiographie de la Révolution française, mais trop souvent d'un point de vue purement théorique ou idéologique. Fait bien trop rare et passionnant, Michel Vovelle nous fait rentrer de plain-pied dans les arcanes de la vie universitaire, avec ses tensions internes personnelles ou idéologiques et sa relation parfois complexe avec le gouvernement. On aurait aimé en apprendre plus sur plusieurs sujets tels que les tensions entre chercheurs français et anglophones, l'organisation du colloque furetiste de 1988 et l'actualité de l'historiographie marxiste de la révolution en ces années post-bicentenaire. L'ouvrage est donc à lire et on espère que des travaux académiques viendront bientôt compléter cet exposé autobiographique pour fournir une analyse plus globale de la période.

Alexandre de Saint-Denis

ASIEs, Inalco, université Sorbonne Paris Cité, F-75013
alexdesaintdenis@gmail.com

Colette ZYTRICKI, L'Algérie, terre de tourisme. Histoire d'un loisir colonial

Paris, Éd. Vendémiaire, coll. Empires, 2017, 280 pages

L'ouvrage de Colette Zytznicki, dont les travaux portent sur l'histoire culturelle et sociale du Maghreb, retrace l'histoire du tourisme en Algérie de 1830 à 1962, soit pendant la période coloniale. Pour l'auteure, il s'agit là du passé glorieux d'une Algérie destinée à être une « Californie africaine » (p. 10). En présentant les formes de tourisme pratiquées, les sites les plus en vogue et les politiques adoptées en la matière, Colette Zytznicki cherche à mettre en lumière le rôle de tous ceux qui ont participé à ce qui est en même temps une fabrique d'images : ceux qui confèrent une renommée au territoire, ceux qui investissent dans les

aménagement, ceux qui institutionnalisent les formes de loisirs, ceux qui les pratiquent. Quels sont les atouts touristiques de l'Algérie ? Peuvent-ils rivaliser avec ceux d'autres pays dans la concurrence mondiale ? Six chapitres retracent l'évolution du tourisme algérien et apportent des réponses à ces interrogations.

Le chapitre, « Voyageurs, touristes et hiverneurs » (pp. 11-51), présente trois types de touristes. Le premier est constitué par les « voyageurs » qui « parcourent le monde pour le seul plaisir » (p. 25) à l'exemple, selon elle, des écrivains et des journalistes sportifs ; ils peuvent se passer de réseaux infrastructurels importants. Les « touristes », dans la seconde catégorie, sont ceux qui pratiquent un « tourisme aventureux » (p. 18) ; l'amélioration des conditions de transport a fait apparaître ces adeptes du camping. Troisièmement, les « hiverneurs » constituent une catégorie moins élitaire que les précédentes ; guidés par le sentiment exotique, les hiverneurs partent à la découverte de l'Algérie. Cette classification permet à l'auteure de décrire l'influence des compagnies de transport sur chacun des groupes.

L'auteure s'attaque ensuite au « développement du tourisme en Algérie » (pp. 51-85) et évoque la pratique d'un tourisme qu'on peut qualifier de « méditerranéen » (p. 71) dès le ^{xx}e siècle. Il est pratiqué par l'élite coloniale, certains colons arpentaient les paysages montagneux tels que les sommets de l'Atlas, le col du Chréa... tandis que d'autres sont attirés par les plages. Les apports de ce tourisme ont été multiples ; il a notamment permis d'établir des cartes. Cependant, même s'il favorise l'essor d'une économie locale, il ne rivalise pas encore avec la concurrence du tourisme dans les pays européens.

Titre « Biskra et Bou Saada » (pp. 87-116), le troisième chapitre expose la mise en valeur de Biskra et Bou Saada, deux villes devenues des stations touristiques. La rénovation de Biskra répond aux attentes de touristes plus riches, souvent anglais ; ils sont attirés par les quartiers indigènes qui préservent l'image culturelle de la ville et ont un cachet d'authenticité, mais également par l'architecture moderne de la ville. Quant à Bou Saada, elle a bâti sa renommée en exploitant l'image de l'artiste Étienne Dinet ; la principale attraction touristique de cette ville est en effet le musée dédié au peintre. L'historienne relève toutefois que l'attractivité de ces cités bâties dans les oasis sahariennes risque de s'épuiser aux yeux des « amateurs de nouveauté » pour qui, une fois visitées, elles deviennent banales. Des lieux donc, mais aussi une plongée dans l'Histoire.